

FISHER, Donald, *Les sciences sociales au Canada. 50 ans d'activités à l'échelle nationale par la Fédération canadienne des sciences sociales*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1991. 121 p. 19,95 \$

Hubert Watelet

Volume 47, numéro 2, automne 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305224ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305224ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Watelet, H. (1993). Compte rendu de [FISHER, Donald, *Les sciences sociales au Canada. 50 ans d'activités à l'échelle nationale par la Fédération canadienne des sciences sociales*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1991. 121 p. 19,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(2), 271–273.
<https://doi.org/10.7202/305224ar>

FISHER, Donald, *Les sciences sociales au Canada. 50 ans d'activités à l'échelle nationale par la Fédération canadienne des sciences sociales*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1991. 121 p. 19,95\$

Ce petit livre de circonstance offre une histoire interne de la Fédération canadienne des sciences sociales et des organismes qui l'ont précédée, depuis la création du *Canadian Social Science Research Council* (CSSRC), en 1940. S'il n'a donc pas la prétention de décrire l'essor des sciences sociales au Canada depuis la Seconde Guerre mondiale, il donne sans doute, comme l'indique son auteur, un baromètre de l'évolution des relations entre les chercheurs en sciences sociales et certaines couches de la société canadienne, pendant la période concernée (p. 1).

Il y a, tout naturellement, trois parties dans cette histoire: celle que je qualifierais volontiers d'époque héroïque, où le CSSRC était quasiment le seul organisme d'aide à la recherche en sciences sociales et en sciences humaines, et qui fut aussi l'époque initiale de l'appui financier américain (1940-1958). Puis le temps de la coopération entre le Conseil canadien de recherche en sciences sociales (le CCRSS/SSRCC, le nom de l'organisme devenant bilingue) et le Conseil des Arts (CAC/CC), qui correspond aux débuts du financement canadien (1958-1977). Et pour finir, la période de la Fédération canadienne des sciences sociales (FCSS/SSFC) et de sa coopé-

ration avec le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH/SSHRC) et la Fédération canadienne des études humaines (FCEH/CFH).

L'époque héroïque fut celle où, pour le *Canadian Social Science Research Council*, tout était à faire. Seul organisme dont on disposait en sciences humaines et sociales lors de sa création, il dut définir ses objectifs, les mettre en œuvre, rechercher les moyens d'agir, orienter ses relations avec le gouvernement comme avec les universités, à une époque où les disciplines de sciences sociales se constituaient généralement encore dans les universités. Subventionné par la Fondation Rockefeller, et dans une moindre mesure par la société Carnegie et la Fondation Ford, le CSSRC s'efforça de faire profiter le Canada de l'expérience du *Social Science Research Council* américain, qui avait été fondé en 1924. C'est de cette époque que datent les grandes orientations: l'aide aux chercheurs et à la formation universitaire avancée en recherche «pure», quitte à exclure certaines disciplines, comme le droit, paraissant trop appliquées; le souci d'indépendance à l'égard des autorités universitaires comme de l'État; la création des principaux programmes de subventions de recherche, de bourses de doctorat, d'aide à l'édition. Dès le début, ce conseil favorisa cependant la formation d'un organisme distinct pour les études en sciences humaines: le Conseil canadien des études humaines (CCEH/HRCC), dont il assura le financement et qui vit ainsi le jour en 1943.

La seconde étape fut alors une période d'adaptation à tous égards et de redéfinition des fonctions, pour le nouveau conseil: le CCRSS/SSRCC ayant été constitué parallèlement au Conseil des Arts du Canada (CAC). La création de ce dernier, avec dotation puis subventions fédérales, sa prise en charge des programmes de bourses et de subventions de recherche, la formation du programme d'aide aux revues savantes, la place des sciences sociales dans les objectifs d'un CAC à vocation extrêmement large, la représentativité du CCRSS lui-même auprès des universités et de sociétés savantes qui le soutenaient en partie, la défense de la recherche et des chercheurs en sciences sociales dans les milieux gouvernementaux, tout cela fit de ces années une période de réflexion, mais non sans tensions ou compromis, entre autres, par rapport aux exigences de pureté initiales. Cette activité fut d'ailleurs stimulée par la croissance des sciences sociales dans les universités. Mais en même temps, cette période fut aussi une sorte de transition vers l'époque toujours actuelle de la dualité CRSH-FCSS, constituée en 1977.

La nature des problèmes récents reste en effet très comparable à celle de la dualité antérieure CAC-CCRSS: même dépendance de la FCSS à l'égard du CRSH qu'auparavant — notamment pour le programme d'aide à l'édition — et tensions assez semblables entre les deux organismes; problèmes de représentativité et de démocratisation dans les relations avec les universités et les sociétés savantes; volonté de défense des sciences sociales et de la recherche indépendante du même ordre, face aux pressions gouvernementales conduisant notamment aux subventions stratégiques. En somme, si les fondateurs des premiers programmes de bourses et de subventions, comme Harold Innis, avaient pu avoir le sentiment d'être des promoteurs de la

recherche en sciences sociales au Canada, aux temps héroïques, il n'en fut plus de même par la suite. C'est dans la mesure où l'explosion que celles-ci connurent à la fin des années 1950, et au cours des années 1960, fut indépendante de l'action des conseils, que le CCRSS, et sans doute aussi la FCSS, durent s'adapter encore une fois à l'ampleur des changements.

Bien que Fisher ait fait ce travail sur demande, il y garde — on l'aura remarqué — une réelle indépendance d'écriture. On la retrouve aussi à propos des relations entre anglophones et francophones. L'auteur a d'ailleurs réalisé des interviews avec plusieurs personnalités importantes pour étoffer son récit, mais malheureusement cette recension a dû sacrifier les individus. On regrettera l'absence de séries statistiques sur les fonds attribués aux différents conseils ou aux programmes principaux: elles auraient permis de mieux faire comprendre bien des problèmes abordés. Finalement, une étude émaillée de sigles, comme celle-ci, comporte évidemment un risque d'erreurs: la version française cite ainsi le CRSH au lieu du CSSRC, p. 32, ou au lieu du CCRSS, p. 55, 56 et 57. Inversement, p. 95, il ne s'agit pas du CCRSS, mais du CRSH.

*Département d'histoire
Université d'Ottawa*

HUBERT WATELET